



Communiqué

PRIVATISATION ET PÉAGE DES ROUTES NATIONALES EST-CE.... EN MARCHÉ?

Alors que la catastrophe de Gênes a démontré que la gestion privée des services publics était bien loin d'être le gage d'un bon entretien du patrimoine public et de sécurité des usagers...**le gouvernement n'oserait quand même pas lancer la privatisation du réseau routier national non concédé ?**

Alors que toutes les analyses démontrent que la vente des bijoux de familles en 2007 lors de la cession des autoroutes était un contre-sens pour le budget de l'État, un hold-up sur le dos des usagers...**le gouvernement n'oserait quand même pas récidiver dix ans plus tard ?**

Alors que la grogne des automobilistes et acteurs économiques des transports monte face à la hausse du coût des carburants, et à la baisse de la vitesse sur les routes bi-directionnelles...**Le gouvernement n'oserait quand même pas mettre en place de nouveaux péages renvoyant chacun à sa capacité à financer ses déplacements ?**

Alors que le Président de la République invite les français à « traverser la rue » pour travailler...**le gouvernement n'oserait quand même pas brider la mobilité des salariés en faisant exploser le coût de leurs déplacements domicile/travail ?**

**Et bien si, c'est même à cela que l'on reconnaît ce gouvernement...
s'il décide de suivre les projets en cours au sein de ses ministères !!!**

Car OUI, se préparent actuellement dans les coulisses des ministères en dialogue serré avec les opérateurs privés :

- la décision de privatiser le réseau routier national non concédé, en commençant par la création d'un établissement public dédié comme paravent pour assurer l'« acceptation » sociale
- la décision de création d'une nouvelle vignette dès 2020 à la charge des usagers

La FEETS-FO rappelle son attachement à l'égalité d'accès aux infrastructures de transport et à leur financement par l'impôt, élément indiscutable du pacte républicain, et elle s'oppose à toute amorce de privatisation du réseau routier national dont l'accès deviendrait conditionné à la capacité financière de chaque usager. De même, la FEETS FO refuse l'abandon du statut de fonctionnaire pour celles et ceux qui entretiennent et exploitent le réseau routier national.

Paris, le 23 septembre 2018